Un collectif d'associations interprète les candidats

Seize associations invi
tent les candidats à s'emparer et à mettre en œuvre vingt-six mesures prioritaires qui seuls ont élaborées depuis 2019, dans un "souci d'urgence écologique, sociale, et démocratique"

L'idée n'est pas de proposer un programme aux candidats, mais de leur soumettre des mesures prioritaires à mettre en œuvre rapidement, prévient Johann Chanal, le représentant du mouvement RESF (Réseau éducation sans frontières) de Meurthe-et-Moselle, Jérôme Bieber, président de la mairie de Nancy, et Valérie Bourgeois (association "Votre projet, votre engagement", qui rassemble seize associations de Nancy et des environs)

Soutien aux élus qui mettront en œuvre

Rétrocessions pour le "souci de l'urgence écologique, sociale et démocratique", les seize associations, dont l'atelier du vélo Dynamo et les amis de la terre, se sont rencontrées à plusieurs reprises depuis novembre 2019 pour établir une liste de vingt-six mesures, non exhaustives, à proposer aux candidats des élections municipales et de la Métropole du Grand Nancy. «Ce sont des mesures concrètes, prioritaires, que nous envisageons à s'en emparer et à mettre en œuvre si ils sont élus», souligne Johann Chanal. «Nous nous réservons le droit de faire un point annuel sur la mise à point avérée des propositions que nous soumettons. Nous souhaitons que les élus qui s'engageront à mettre en œuvre ces engagements et nous nous opposons aux politiques qui laissent à l'acteur de la nécessaire transition écologique, démocratique et solidaire»

Accès gratuit aux transports

Mobilisé pour la protection de l'environnement, la réduction des inégalités et une meilleure inclusion de toutes et tous dans la vie démocratique, le collectif souhaite, entre autres, l'instauration de l'accès gratuit aux transports en commun sur le réseau Stan, la mise en place d'un plan vélo métropolitain doté d'un budget de 8 M€ par an et de zones piétonnées «géographiquement ambitieuses», le service (dès 2022) des restaurations collectives de repas équilibrés à partir d'ingrédients 100% bio, locaux, équitables, avec la mise en place d'une légalité et, au moins deux fois par semaine un repas exclusivement sans viande ni poisson, le développement d'une agriculture urbaine écologique et de proximité. Concernant les grands projets municipaux et métropolitains, il demande aussi que l'on mette en place "une ou plusieurs assemblées citoyennes locales ou thématiques dotées de moyens d'expertise qui auront un pouvoir de proposition et d'alternatives". L'intégralité des propositions est consultable sur notre plan.net.

Jean-Christophe VINCENET

Conseil de développement durable : les cartes rebattues

Composé de représentants bénévoles de la société civile, le Conseil de développement durable de la métropole (C3D) achève aussi son mandat avec les municipales. Le président sortant interpelle sans détour les candidats sur son rôle et ses moyens futurs.

C'est à l'inverse. Dans une commune de métro-

poles, une candidature aux municipales confondu allonge la Maison du développement durable, celle qui n'ayant pas de public dans les postes, ou les élections, et le Conseil de développement durable. La Grande Nancy. On pourrait en dire ou en s'effrayer sur le niveau de connaissance des prétendants. Sauf que l'ancien traduit sans doute le manque de lisibilité de cette instance participative qui fait l'une des premières de France et que, à notre connaissance, pendant obligatoire dans les communes de plus 50.000 habitants. Pathétique : elle est juste moment composée de représentants d'associations, de citoyens lambda, de représentants des milieux économiques, culturels, sociaux ou encore de délégués du monde scientifique, environnemental, éducatif.

C'est Air, Stan,

Gilles jaunes... Bref, c'est toute la société qui se croise là pour plancher et donner son avis sur des projets comme le nouveau réseau Stan, la mise en place de la vigne C'Air ou l'aménagement des espaces publics. Le C3D avait même proposé les «Grands débats» sur la conso, la place de l'agriculture, et la qualité de vie.

Deux ou trois mandats n'au-

nent pas de sens, mais je ne suis pas prêt à aider l'équipe qui va arriver». Néanmoins, au nom du C3D, il vient d'interpeller par courrier tous les candidats aux municipales sur les 20 communes.

Un lieu d'apaisement

Pour cause : le futur exercice du Grand Nancy devra faire comment il entend associer les citoyens et faire fonctionner le C3D. Y compris au chapitre des moyens. «Le conseil de développement est un lieu des lieux indépendants de débats contradictoires et tout d'apaisement» m'assure Dominique Valck. «Nos voix sont consultatives (nous les avons rendus publics) mais ils apportent aux élus un éclairage».

L'actuel C3D veut aussi éviter définitivement mieux connaître la vision intercommunale des candidats à des élections qui vont rebattre les cartes.

Domkinie Valck : «Le Conseil de développement durable et un lieu de débats et d'apaisement».

Jean-Christophe VINCENET

Gilhiasn UARD